

Statut de la femme

M. Woolliams: Oh, la, la!

M. Roche: L'autre jour, j'ai reçu d'un de mes commettants une lettre où il écrivait: Vous êtes mon député et je vous demande, à ce titre, de mettre fin à la discrimination contre les femmes au Canada.

C'est tout un bonjour, dans le courrier du matin, et j'étais déjà sur la défensive, car nos possibilités sont limitées. La lettre poursuivait en relatant un cas de discrimination de la part des tribunaux. Puis elle se terminait par ce que les chroniqueurs de baseball appelleraient une courbe glissée, en demandant:

Je ne vous demande pas de m'envoyer une réponse personnelle. Employez plutôt votre temps et votre énergie à réparer le tort causé aux Canadiennes.

Je pensais que c'était là-dessus que portaient le projet de loi et le présent débat; mais par où doit-on commencer? Je lis *Ms. Magazine*. Il me plaît de penser que je suis parvenu à me libérer de l'idée chauvine d'une culture agonisante qui veut que l'intérêt de la femme soit axé sur le berceau, la cuisine et l'église. Je défends le droit de la femme à l'égalité des chances et de salaires. Combien de fois n'ai-je pas encouragé les femmes à embrasser la carrière politique, elles qui sont à peu près absentes des conseils municipaux, des assemblées provinciales et du Parlement fédéral. Il est ridicule de ne compter que neuf femmes sur 264 députés. Si l'Inde, Israël et le Ceylan peuvent se permettre d'avoir des femmes premiers ministres, pourquoi ne pouvons-nous pas au Canada avoir plus de femmes dans la vie politique? Lorsque je songe au premier ministre (M. Trudeau)—bon, arrêtons-nous là.

Si nous avions plus de femmes dans la carrière politique, nous perdriions moins de temps à légiférer en matière de discrimination, ce fléau qui sape encore notre édifice social; les inégalités en matière de travail, de pension et de chances d'accession à des postes de direction, l'insuffisance des services de garderies et l'injustice des règlements relatifs aux biens dégradent l'homme et la femme. D'autre part, l'obstacle économique et social, qui ne cesse de grandir et auquel se heurte la femme pour réussir dans la société moderne, l'empêche d'accéder à la vie politique.

Le politicien qui est en moi est impatient de proclamer que les droits de la femme doivent être reconnus entièrement et que notre société ne sera pas vraiment civilisée tant que l'égalité complète de la femme ne sera pas assurée. Par conséquent, je donne mon appui au Conseil consultatif sur la situation de la femme créé par le gouvernement fédéral pour le conseiller sur les moyens d'appliquer les 167 recommandations présentées par la Commission royale d'enquête sur la situation de la femme en 1970.

J'appuie le bill à l'étude, le bill C-16. Nous ne pouvons gaspiller plus longtemps les talents et les possibilités de 50 p. 100 de la population. Ce sont toutes là des déclarations sincères. Ce sont aussi des paroles qui me vaudront la faveur des électeurs, et elles pourront peut-être rassurer quelque peu les femmes qui ont voté pour moi. Aussi vraies soient-elles, ces déclarations sont incomplètes et me semblent superficielles. Les politiciens peuvent se contenter de phrases superficielles. Il serait plus simple de ne pas mener cette discussion au-delà des réponses absolues qu'il est si facile de lancer à l'électorat. La vérité est que je suis profondément troublé par le rapport existant entre le mouvement pour la reconnaissance des droits de la femme et la question générale d'un humanisme total dans le monde moderne.

Ce qui m'inquiète, c'est le conflit des valeurs. Le professeur Charles Hobart, sociologue de l'Université de l'Alberta, décrit bien ce conflit, en disant, et je cite:

[M. Roche.]

La famille se nourrit et est le symbole de valeurs dépourvues d'efficacité comme l'être, la connaissance, l'affection, l'amour, l'engagement gratuit. Ce sens des valeurs est irréconciliable avec celui des valeurs industrielles urbaines axées sur la production, la réussite, les échanges, le quantitatif, l'efficacité, le succès. Il est impossible de se dédier en même temps sans réserves à autrui avec amour et sollicitude... et à la réussite, au succès et à la prospérité matérielle.

● (2140)

On serait troublé, voire réduit à l'impuissance, si on essayait de concilier ces deux échelles de valeur. Puisque les hommes ne choisissent que trop souvent de sacrifier leur mariage à leur carrière, doit-il s'en suivre que les femmes, elles aussi, devraient déshumaniser leur vie privée comme rançon du succès? Et d'ailleurs en quoi cela regarde-t-il l'homme politique? Pourquoi ne se limite-t-il pas à la simple mission de combattre la discrimination contre les femmes?

Je le répète, il ne suffit pas de s'attaquer à un seul problème. J'invite le député de Skeena (M^{me} Campagnolo), qui a fait ce soir un discours que j'ai déjà qualifié de courageux et de vibrant, à considérer le rôle de la femme dans la société moderne, rôle dont elle a parlé ce soir, en adoptant un point de vue plus large que celui de l'avortement. Sa position n'en sera que plus solide.

La plus grande partie du discours du député a porté sur l'avortement. Connaissant son opinion sur cette question, opinion que je respecte, je l'invite à pousser ses collègues du gouvernement à ouvrir un grand débat sur ce problème. Toutefois, lorsqu'elle fait un discours sur le droit de la femme et que les trois quarts ou les quatre cinquièmes de son exposé sont consacrés à l'avortement, elle nuit à sa cause; je voulais le lui dire en toute déférence.

Je ne peux séparer les femmes, pas plus que les hommes d'ailleurs, de l'ensemble de la société. Lorsque l'on exprime son inquiétude devant les attaques que subit l'institution du mariage et la famille, cette base de la société, on ne fait pas tort à la cause des droits de la femme. Il faut lier les deux problèmes. Si l'on peut penser que ce n'est pas à un homme politique solitaire de s'en charger, cette tâche incombe certainement au gouvernement qui doit créer un climat économique et social favorable à l'épanouissement de la vie familiale. Je croyais que l'Année internationale de la femme favoriserait ce mouvement et que le Parlement réagirait favorablement. Je n'ai rien entendu de la sorte ce soir.

A mon avis, le statut de la famille peut fort bien devenir l'un des problèmes politiques les plus délicats dans les décennies à venir. On parle fréquemment actuellement de contraception, d'avortement et de stérilisation obligatoires; c'est ouvrir la porte à une intervention de l'État au nom de la qualité de la vie. Des articles nombreux s'opposent au mariage au sens traditionnel du terme et l'augmentation du taux des divorces révèle l'instabilité de fait de cette institution. Je ne veux pas prendre le temps de la Chambre ce soir pour citer des statistiques sur le divorce.

Derrière les prises de position de la nouvelle vague, se trouve cette conviction que la famille est une institution tyrannique, décadente, qu'il faut remplacer. Dans ces perspectives, il faudrait libérer la femme et lui permettre de ne plus élever d'enfants, puisque les mères constituent un groupe professionnel dépassé. La porte se trouve ainsi ouverte à ceux qui voudraient tourner l'autorité de parents réactionnaires et leur imposer des systèmes de contrôle qui programmeraient non seulement la réalité physique de l'enfant, mais également son environnement social et culturel. Ce que je veux dire ici, c'est qu'il nous faut appliquer une loi qui accorde aux femmes leurs droits et qui, en